

Le Katanga défie le pouvoir du président Joseph Kabila

RD CONGO Un parti de la majorité présidentielle a décidé de soutenir la candidature du gouverneur Moïse Kitumbi

Pour des motifs différents, la fronde semble désormais régner au sein de la majorité présidentielle, cet agglomérat de partis qui, jusqu'à présent, soutenaient le président Kabila. La possibilité de voir le chef de l'Etat sortant se présenter pour un troisième mandat après avoir modifié la Constitution avait déjà suscité le désaveu du Mouvement social pour le renouveau (MSR), le deuxième parti à l'Assemblée. Cette fois, c'est au Katanga, bastion du régime, que des failles apparaissent : l'Union nationale des fédéralistes congolais (Unafec), qui a organisé un congrès extraordinaire à Lubumbashi, a décidé de présenter son propre candidat à la présidence !

L'Unafec est dirigée par un homme politique influent, connu pour ses opinions fédéralistes, Gabriel Kyungu wa Kumanza, qui est également président de l'Assemblée provinciale du Katanga.

Le rassemblement des membres de l'Unafec, initialement prévu pour samedi, avait d'abord été dispersé par des hommes en uniforme et M. Kyungu avait été empêché de quitter sa résidence. Finalement, la réunion s'est te-

nue dimanche et l'Unafec a décidé de faire cavalier seul : non seulement le parti soutiendra l'influent gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe comme candidat à la présidence de la République, mais il présentera aussi une liste séparée aux sept autres scrutins qui précéderont l'élection présidentielle de novembre 2016. Cette décision est due à des motifs propres à la province du cuivre : le Katanga en effet accepte mal la nouvelle loi sur la décentralisation promulguée le 2 mars dernier par le président Kabila.

Conformément à la Constitution de 2005, les 11 provinces actuelles seront remplacées par 26 nouvelles entités et le riche Katanga se verra découpé en quatre : deux provinces riches, le Lualaba (Kolwezi) et le Haut-Katanga (Lubumbashi) et deux provinces pauvres, le Tanganyika (Kalemié) et le Haut-Lomani (Kamina). Ce découpage est particulièrement impopulaire parmi les « Balubakat », originaires du Nord-Katanga. Bien qu'originaires d'une région pauvre, ils comptaient jusqu'ici parmi les piliers et les bénéficiaires du régime,

puisque le père de l'actuel chef de l'Etat, Laurent-Désiré Kabila, natif d'Ankoro au Nord-Katanga, y avait recruté ses premières troupes. Le découpage risque de fermer aux Balubakat l'accès aux ressources de la province, ce qui pourrait encourager davantage le mouvement sécessionniste « Bakata Katanga » (Coupez le Katanga) et stimuler les divers mouvements de rébellion Mai Mai.

Aux inquiétudes suscitées par le découpage s'ajoute la frustration : selon le ministre provincial des Finances, Charles Mwando Simba, le Katanga a envoyé, en 2012, un milliard de dollars à Kinshasa sous forme de taxes prélevées sur le secteur minier. Alors que la Constitution prévoit que 40 % des sommes envoyées à Kinshasa doivent être rétrocédées, le Katanga n'aurait reçu, en 2012, que 65 millions de dollars, au lieu des 460 millions auxquels il estime avoir droit. « Vache à lait » du relèvement économique, la province du cuivre s'estime injustement traitée par le pouvoir central. ■

COLETTE BRAECKMAN

RUMEURS À KINSHASA

Découverte de quelque 400 corps

Une affaire inquiétante alimente les rumeurs, depuis samedi, à Kinshasa : quelque 400 corps ont été retrouvés dans une fosse commune, dans le cimetière Fula Fula de Maluku. Aux habitants du quartier, incommodés par les odeurs nauséabondes, les autorités affirment que ces 400 dépouilles anonymes sont celles d'indigents abandonnés à la morgue de l'hôpital général de la capitale. En l'absence d'informations plus précises, cette procédure expéditive relance d'autres soupçons, d'aucuns se demandant si les dépouilles ne seraient pas celles des victimes des manifestations de janvier contre la loi électorale, dont le bilan officiel s'était élevé à 42 morts...

C.B.